

Evaluation Charte Mercantour : la vision de FNE Provence-Alpes Côte-d'Azur

Remarque préalable sur la méthodologie :

Le questionnaire actuellement en ligne est fermé et porte sur des perceptions uniquement positives ou neutres. Il ne permet pas une expression large du point de vue des citoyens.

Une vision très économique du tourisme :

Le parc est mis en avant comme un « produit touristique » alors que son objectif principal doit demeurer la protection de la biodiversité. Depuis les 50 dernières années les offres touristiques (notamment au sein des stations de ski) ne tiennent pas suffisamment compte des enjeux de préservation du vivant, ni même des capacités d'accueil du territoire. A titre d'exemple nous dénonçons le développement des motos neige entraînant des perturbations de la faune de montagne en hiver.

FNE souhaite que le parc national permette un tourisme basé sur le respect du vivant et mette en place une démarche prospective sur les capacités d'accueil du territoire dans un contexte de changement climatique.

Un fort enjeu de communication et d'implication citoyenne est attendu :

Il y a un fort enjeu de concertation avec les habitants des communes de l'aire d'adhésion et même de celles non adhérentes du parc. Il est nécessaire d'accompagner la population vers une compréhension des enjeux de préservation afin qu'ils acceptent la réglementation de certaines activités. Le levier pédagogique doit aller au-delà des établissements scolaires. L'immersion du public dans la nature avec des points d'information au long court serait une des actions à déployer plus largement. Modifier l'opinion des habitants pour favoriser une adhésion optimale de l'ensemble des communes est un axe stratégique important à mettre en avant dans la future charte.

La sensibilisation et la formation des élus, à l'instar de ce qui est pratiqué en Ubaye, serait à déployer dans l'ensemble des communes du territoire.

Améliorer l'information du public et la signalétique de manière générale est un point clef :

- Lorsqu'il y a des routes proches de sites sensibles une information du public via des panneaux serait à développer ; à titre d'exemple à Bouseillas une zone sensible à Gypaète a été identifiée alors qu'une piste avec passage de 4X4 à 30 mètres du nid.
- Le col de la Bonnette, très accessible en voiture, se trouve en cœur de parc et les bivouacs y sont interdits ; à cet endroit également il est nécessaire de rappeler la réglementation au public.

Un encadrement plus strict des activités en cœur de parc est nécessaire :

- **La pêche dans les lacs de montagne** est à questionner au regard des besoins locaux dans cette activité de loisir et des impacts occasionnés par l'alevinage par hélicoptère.
- **De nombreuses dérogations** sont accordées pour les déplacements en cœur de parc avec **des véhicules terrestres à moteur**. Parfois elles sont justifiées dès lors que le territoire est enclavé par le parc mais il serait opportun qu'elles soient accompagnées de mesures strictes sur le respect des espèces (avec notamment des précautions en termes de vitesse et en annexe une fiche explicative des enjeux). Idéalement, elles seraient à restreindre.
- **L'hydroélectricité** est également à réglementer plus fortement. De nombreux cours d'eau sauvages sont selon le SDAGE Rhône Méditerranée classés en catégorie 1 et le développement des microcentrales entraîne un impact trop important sur la biodiversité pour un rendement énergétique. Par exemple, « le vallon de la moulière » qui est en cœur de parc ne devrait pas pouvoir accueillir de micro-centrale. Une exigence en termes de débits réservés dans les cours d'eau doit être renforcée dans les zones en cœur de parc pour prioriser sur l'enjeu de protection de cette zone. Sur l'aire d'adhésion, une étude scientifique serait à réaliser pour permettre une vision globale avant de multiplier les projets de microcentrales.

Par ailleurs, 2 centrales ont été ravagées par la tempête Alex puis par la tempête Aline. EDF souhaite reconstruire une nouvelle fois à l'identique ; cela pose question sur l'installation d'ouvrages à fort impact environnemental sans assurer une pérennité dans le temps.

Un renforcement des moyens de police :

Il nous paraît important de renforcer les moyens de police et les points de contrôle notamment au sein de la zone cœur et sur les cours d'eau. Les modalités de travail des agents pourraient être aménagées pour assurer une présence en week-end et pendant les vacances hors période estivale.

Un renforcement de la politique pénale en lien avec le parquet compétent serait à impulser.

A l'instar du parc des Calanques et du parquet de Marseille, il serait intéressant de mettre en place des mesures d'alternatives aux poursuites à travers la signature d'une convention tripartite avec une association agréée de protection de l'environnement pour impulser une dynamique pédagogique complémentaire au paiement d'une amende.

Des démarches positives sont à souligner :

Nous tenons à souligner des démarches positives à valoriser et essayer :

- Ravitaillement via des chevaux au refuge du lac de Vence en Tinée : le parc pourrait encourager et aider à organiser ce type de démarches afin d'éviter le survol par des hélicoptères
- La commune de Roubion a communiqué positivement sur la fermeture de la via ferrata durant la période de nidification de faucon crécerelle
- Le parc a entretenu les sentiers et les a restaurés suite à la tempête
- Sur l'exploitation des forêts, le parc impulse une gestion préservant le vivant avec l'interdiction des coupes rase et la mise en place d'îlots de sénescences
- Sur le pastoralisme et la cohabitation en montagne avec les autres usagers et la faune sauvage, la mise en place d'un réseau de médiateurs est un élément très positif.